



Déclaration liminaire du CDAS de Paris du 22 juin 2020

Après des années de politique ultra libérale, largement amplifiées par Macron et ses sbires, ils en appellent à la solidarité nationale et comptent bien une nouvelle fois faire payer la crise aux salarié.e.s, aux retraité.e.s, aux privé.e.s d'emploi et précaires et aux jeunes.

Le gouvernement, aux ordres du grand patronat et de la finance ne tire pas les conséquences de la crise sanitaire. Il veut, au contraire, une stratégie de choc, et utiliser cette crise sanitaire pour continuer et accélérer la destruction de nos conquies sociaux. Pour Macron, son gouvernement et sa majorité de godillots l'équation est simple : des milliards pour les entreprises sans aucune contrepartie, ni contrôle, des miettes pour celles et ceux qui produisent les richesses.

Alors que les personnels hospitaliers et des EHPAD, ont fait preuve d'un dévouement sans faille pour combattre cette épidémie, Macron ne leur promet que médailles et primes. On est bien loin des revendications portées par les hospitaliers et leurs organisations syndicales majoritaires. Ce que veulent les hospitaliers ce sont des augmentations substantielles de rémunération, des recrutements adéquation avec les besoins notamment. Pendant plus d'un an, ils et elles ont multiplié les actions pour alerter sur la situation de l'hôpital, et porter leurs revendications.

Tout au long de cette lutte ils et elles ont été méprisé.e.s, matraqué.e.s, gazé.e.s par le pouvoir en place et une police aux ordres.

La casse de l'hôpital public contre laquelle ils et elles se battent nous a sauté aux yeux durant cette épidémie.

Plus largement, c'est la casse du service publique, dont nous exigeons l'arrêt. Cela passe par le retrait de la loi de transformation de la Fonction publique, et notamment le volet de la prévention des risques ; la période a démontré toute l'utilité des CHSCT locaux et nous demandons leur maintien ainsi que leur développement. Le copier-coller des structures en vigueur dans le privé ne saurait servir de repère au projet de Comités Sociaux d'Administration.

La période a démontré toute l'importance de l'action sociale dans notre ministère.

L'absence de restauration collective s'est d'ailleurs fait sentir durant cette période rendant les conditions de travail des collègues d'autant plus difficiles.

C'est avec plaisir que les collègues ont retrouvé l'accès à une restauration collective. Cependant cette reprise ne s'est pas faite sans difficultés, notamment concernant le nombre des paniers repas prévus.

Ainsi, nous exigeons le maintien du remboursement des frais de repas pour la première semaine de réouverture des cantines.

La Fédération des Finances CGT demande l'ouverture de négociations.

La Fédération des Finances CGT demande la sanctuarisation, et l'augmentation des budgets « sociaux ».

La crise sanitaire et sociale que nous sommes en train de traverser exige des moyens exceptionnels supplémentaires en termes d'aide et d'accompagnement de nos collègues ; l'action sociale doit y prendre sa part et toute sa place.

Les représentants CGT Fédération des Finances au CDAS de Paris